

Questions orales

Des groupes de pêcheurs de la Saskatchewan ont demandé à rencontrer le ministre des Pêches. Afin qu'il comprenne l'ensemble de cet important dossier et le point de vue de ceux qui prennent part à ce genre de pêche et des collectivités qui dépendent de la pêche en eau douce, je recommande au ministre d'accéder à cette demande et de rencontrer ces pêcheurs dans les plus brefs délais.

* * *

LA SEMAINE INTERNATIONALE DE LA FEMME

Mme Dianne Brushett (Cumberland—Colchester, Lib.): Monsieur le Président, du 6 au 10 mars, nous célébrons la Semaine internationale de la femme en honorant l'apport des femmes à la société.

• (1115)

Ma circonscription de Cumberland—Colchester est une pépinière de femmes qui ont contribué de façon remarquable non seulement à la vie de leur communauté, mais aussi à celle du Canada et du monde entier.

Dans une édition récente de sa publication *Colchester Women*, la société historique de Colchester fait état de l'apport d'éminentes personnalités telles qu'Abbie Gray, Janet Baker et Annie Dickson, ainsi que la révérende Wilena Brown. L'exemple de ces femmes est une inspiration pour celles qui marchent sur leurs traces.

Les recherches prouvent que plus une mère est instruite, plus ses enfants ont des chances de réussir. À la veille de la Semaine internationale de la femme, j'encourage toutes mes concitoyennes à participer à l'édification de notre pays en faisant des études jusqu'à ce qu'elles aient atteint leurs objectifs en la matière. L'avenir du monde est entre les mains des femmes.

QUESTIONS ORALES

[Français]

LE BUDGET

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, depuis des dizaines d'années, on constate que les particuliers sont beaucoup plus mis à contribution que les sociétés. Or, le Budget déposé cette semaine continue de perpétuer cette situation en exigeant une plus grande augmentation des taux d'impôt des particuliers de la classe moyenne que des sociétés, et ce, notamment par la hausse de la taxe sur l'essence. En 1995, les particuliers contribueront quatre fois plus en impôt sur le revenu que les sociétés.

Ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Le premier ministre suppléant reconnaîtra-t-il que le Budget met plus à contribution les particuliers que les entreprises, puisque 65 p. 100 des hausses de taux d'impôt qui y sont annoncées sont faites sur le dos des particuliers?

[Traduction]

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, je m'étonne beau-

coup que le député interprète si mal le budget. Nous sommes très fiers du fait qu'il n'y ait pas la moindre hausse des taux d'impôt sur le revenu des particuliers.

Nous avons pris plusieurs mesures pour augmenter la contribution des sociétés aux recettes de l'État. Nous avons modifié le taux de l'impôt sur le revenu des grandes sociétés ainsi que l'impôt des banques. Pour la première fois, étant donné aussi l'augmentation des profits réalisés dans le secteur privé, je pense que nous allons constater un énorme revirement dans le rapport entre les impôts payés par les sociétés et ceux que verse la famille moyenne.

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Justement, monsieur le Président, comment le secrétaire parlementaire peut-il parler de budget équitable, lorsqu'on sait que l'effort supplémentaire exigé spécifiquement des banques et institutions financières ne se traduit que par un impôt temporaire de quelque 100 millions de dollars sur deux ans, alors que les profits des six plus grandes banques ont été de 4,3 milliards de dollars l'an dernier seulement? Quand le gouvernement va-t-il imposer un réel impôt minimum sur les profits des grandes sociétés rentables?

[Traduction]

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour que le secteur bancaire et les institutions financières paient leur juste part.

Certaines mesures que nous avons prises l'an dernier ont été renforcées. La structure fiscale n'est pas temporaire, mais permanente. Nous allons insister pour que les institutions paient leur juste part.

[Français]

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie, BQ): Monsieur le Président, le ministre des Finances avait lui-même envisagé un impôt minimum sur les profits des sociétés durant la dernière campagne électorale.

Compte tenu des engagements du ministère des Finances à resserrer les échappatoires fiscales et à accoucher d'un budget équitable, comment le secrétaire parlementaire explique-t-il que le Budget que 1995 ne touche pas aux paradis fiscaux, ni aux pavillons de complaisance, qui permettent aux riches contribuables et aux grandes entreprises d'éviter de payer leur juste part d'impôt et qu'il attend 1999 avant de resserrer les règles concernant les fiducies familiales?

[Traduction]

M. David Walker (secrétaire parlementaire du ministre des Finances, Lib.): Monsieur le Président, en un rien de temps, le député a réussi à mal interpréter trois mesures différentes du dernier budget.

Premièrement, au sujet du capital de base des sociétés, la structure fiscale actuellement en place élimine un grand nombre d'échappatoires qui permettaient aux sociétés d'éviter de payer des impôts sur leurs revenus. Deuxièmement, nous n'avons pas signé la moindre convention fiscale avec un pays pouvant servir de refuge fiscal. Nous veillons à ce que les impôts soient perçus